(1)

(N° 140.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1919-1920

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1920 (1).

Tableau I. — Dette publique.

Rapport de la Commission des Finances.

Présents : MM. DE SADELEER, président; CAPPELLE, DELANNOY, le vicomte DESMAISIÈRES, EMPAIN, LEPREUX, LIEBAERT et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MESSIEURS,

Ce qui frappe à toute première vue à l'examen du budget de notre Dette publique, qui s'élevait au 15 juin dernier à fr. 22,140,787,066-78 entraînant, pour l'instant, une charge de fr. 663,945,399-14, dont fr. 529,699,779-80 sont portés en dépenses ordinaires et exceptionnelles et le surplus aux dépenses extraordinaires, c'est son importance inquiétante.

En y ajoutant le déficit des budgets actuellement soumis à vos délibérations et les nombreux milliards nécessités par le paiement des dommages de guerre, notre Dette publique approchera de 32 milliards à la fin de l'exercice en cours.

Si, comme nous devons le supposer, devant les légitimes et énergiques revendications de nos représentants à la Conférence de Spa — derrière lesquels le Parlement tout entier se dresse — la Belgique, unanime à exiger ce qui lui est dû et lui fut tant de fois promis, obtient des Alliés et de l'Allemagne — outre le remboursement des mark autorisé par la Commission des réparations, et les 2 milliards 1/2 de priorité payables en 1921 — une part proportionnelle équitable dans les 125 milliards-or qu'on exige-

(1) Budget n° 120.

rait, dit-on, de nos envahisseurs, bourreaux et destructeurs volontaires, le Pays pourrait se relever promptement de ses ruines.

Il ne peut entrer dans l'esprit des Belges qu'une nouvelle déception, financière cette fois, puisse venir s'ajouter aux nombreuses désillusions qui ont été notre apanage depuis l'armistice.

La Belgique neutre, héroïque, fidèle et loyale, envahie au mépris de tous droits, incendiée, assassinée, pillée, ruinée à plaisir pendant quatre ans et dont les trois quarts des industries ont été anéanties, prétend avoir droit à une situation privilégiée vis-à-vis de tous les Alliés, qui eux n'étaient pas neutres, dont certains n'ont eu que des minimes parties de territoires envahies quand les autres restaient indemnes et qui tous ont vu leurs industries s'agrandir et prospérer partout où le sol national n'était pas occupé par l'ennemi.

Ce serait avec un réel sentiment de révolte que le peuple belge, après tant d'éloges, d'affirmations de reconnaissance, de promesses et de garanties de restauration, se verrait frustré, de ce que l'ennemi lui-même reconnaissait être son droit, d'une réparation complète et absolue.

Nous ne pouvons nous arrêter une minute à envisager la possibilité de pareille éventualité, mais il est bon que notre Gouvernement, nos Alliés et nos débiteurs sachent que la Nation toute entière compte faire valoir énergiquement et triompher ses droits.

Malgré les difficultés de l'heure présente, ayons donc foi dans l'avenir, car avec nos mines, nos charbonnages, nos industries diverses, notre agriculture au niveau du progrès, notre commerce, nos ports, nos railways multiples, l'esprit de travail et l'initiative de notre peuple, en apportant un peu plus d'économies dans l'emploi des deniers de l'État, en respectant plus encore les finances nationales que les nôtres propres ou celles des sociétés que nous administrons, notre dette étant diminuée de moitié, notre équilibre budgétaire serait promptement rétabli et nous verrions renaître notre prospérité de jadis.

Les changements importants apportés par la Chambre au Budget de la Dette publique présenté par le Gouvernement sont :

1° A la troisième section du chapitre I^{er} des dépenses ordinaires : l'article 10 ancien a été supprimé en recettes aux voies et moyens et en dépenses ici, et remplacé par un nouvel article 10 se montant à 79,792,419 francs et portant de l'extraordinaire à l'ordinaire les intérêts et amortissements de la dette à 5 p. c. de la Restauration nationale.

Il était juste de porter à l'ordinaire les charges d'intérêt et d'amortissement des titres de l'emprunt de la Restauration nationale (1,450,765,800 francs) émis pour diminuer les Bons du Trésor en circulation.

2° Un article 11 nouveau placé ici à l'ordinaire et porte de 80 millions à 200 millions l'article 3 du Budget extraordinaire de la Dette publique, mesure justifiée parce que les dépenses arriérées portées au Budget de 1919 et une partie des dépenses extraordinaires du même budget (au total plus de 3 milliards) ne peuvent être réclamées en se basant sur le Traité de Versailles. Il était dès lors de bonne administration de les porter au Budget ordinaire. Tenant compte des charges afférentes à l'émission de l'emprunt à primes 5 p. c. et, d'autre part, de l'augmentation du loyer de l'argent le

crédit de 200 millions de francs porté à cet article est parfaitement justifié et probablement insuffisant.

3° L'article 37 (36 du projet primitif) a été porté de 6 millions à 15 millions. « A raison du transfert au Budget ordinaire des charges portées primitivement au Budget extraordinaire, l'article 37 aura à supporter les dépenses importantes relatives à la confection des obligations au porteur et les frais afférents au service des emprunts et des Bons du Trésor. Ce crédit supporte également les différences de change entre le pair monétaire et les cours réels des paiements pour le service de la Dette à 3 p. c., quatrième série, émise en Angleterre. Vu les fluctuations du change ce crédit n'est pas limitatif. »

La plupart des autres articles reproduisant les chiffres des budgets précédents ne prêtent ni à modifications ni à explications.

En conclusion votre Commission des Finances vous propose, Messieurs, l'adoption du Budget de la Dette publique.

Le Rapporteur,
Baron DE MÉVIUS.

Le Président,
L. DE SADELEER.